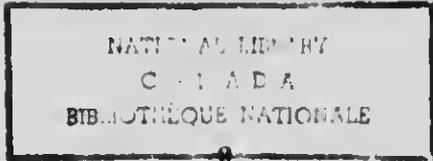


F-204
W.D.
C.3



LA RESTAURATION DES FINANCES

Je n'ai pas l'intention de traiter par le menu les questions financières qui se rattachent à l'administration de la province; mais je me flatte, à tout événement, de pouvoir affirmer que nous avons entièrement changé la face des choses, depuis les jours sombres de 1892 à 1897, où nos adversaires accablaient nos populations sous le poids d'impôts injustes, accumulant déficits sur déficits et augmentant d'année en année la dette publique du pays.

Vous vous rappelez que le dernier gouvernement conservateur arrivait à la fin de la première année entière de son administration, avec un déficit de \$24,828.00. Vous vous rappelez également que la dernière année de l'administration conservatrice a été marquée par une augmentation de dépense s'élevant à \$1,907,281.71, ce qui constituait pour cette seule année un déficit de \$981,013.01, et obligeait l'honorable Monsieur Marchand, le nouveau premier ministre de la province de Québec dès son arrivée au pouvoir à emprunter \$700,000.00, sous forme d'emprunt temporaire afin de payer les dettes les plus criardes, que nous léguaient nos adversaires.

Depuis lors, l'administration libérale a payé cet emprunt temporaire de \$700,000.00, et la dette de la province a été diminuée; nous avons aboli les impôts injustes, et grâce à une administration sage nous avons réussi à dépenser moins que notre revenu.

Comme vous le savez tous, l'année fiscale finissant le 30 juin dernier, donnait à la province un surplus de \$500,000.00.

L'administration libérale n'a-t-elle donc pas un grand mérite d'avoir pu administrer les affaires publiques avec une somme moindre que son revenu, et cela après avoir fait disparaître certaines taxes injustes, sans faire aucun emprunt, et en donnant cependant au domaine public toute l'attention qu'il mérite.

L'administration de la justice n'a pas été négligée; les écoles ont reçu une attention particulière, nous avons aidé l'agriculture et la colonisation

plus qu'elles n'ont jamais été aidées par les administrations passées, et nous avons fait tout cela sans dépenser tout notre revenu.

Mais l'on dira peut-être: "Si vous avez des surplus, si vous avez pu vous dispenser d'emprunter, cela tient à d'autres causes" par exemple à l'essor naturel des affaires de la province en ces temps de prospérité." Je répondrai à cela en vous référant aux archives et en vous montrant que, durant la dernière année d'administration conservatrice, les dépenses du gouvernement provincial atteignaient \$1,907,281.71, tandis que durant l'année fiscale qui vient de s'écouler, nous n'avons dépensé que la somme de \$1,823,821.50, soit 83,457.21 de moins que nos adversaires pendant la dernière année de leur administration. Vous savez tous que le prix de bien des choses augmente aux époques de prospérité; malgré cela, vous verrez que, pendant l'année 1906-07, l'administration libérale, sans rien méconnaître des besoins du peuple et en donnant, au domaine public toute l'attention voulue, a dépensé moins que l'administration conservatrice durant la dernière année de son régime, il y a dix ans.

TRAVAUX PUBLICS

Si nous sommes arrivés à ce résultat on ne saurait dire que c'est parce que nous avons laissé tomber en ruines les propriétés publiques. Pour les réparations des différents palais de justice, d'un bout à l'autre de la province, nous avons dépensé la somme de \$251,638.49. Nous avons construit de nouveaux palais de justice, dans les villes suivantes:

A Rimouski, au prix de . . .	\$ 33,462
A Hull	11,593
A Sherbrooke	135,421
A Montréal	232,834

Nous avons aussi contribué largement à la construction du nouveau Palais de Justice de Valleyfield; nous avons dépensé \$71,100 pour la construction de la magnifique Ecole d'Industrie Laitière de Saint-Hyacinthe. Nous avons construit une Ecole normale des plus modernes en la cité de Québec, au coût de \$55,817. Nous avons contribué pour une somme